

Motion concernant le plan Écophyto

Le conseil scientifique (CS) d'INRAE a pris bonne note de la volonté du gouvernement de maintenir sa politique de division par deux de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques en agriculture. Il salue les efforts importants consentis en termes de moyens engagés pour la recherche de solutions alternatives aux produits phytopharmaceutiques avec le lancement du plan PARSADA.

Il fait part des attentes de la communauté scientifique pour la reprise du plan Écophyto qui avait été mis en pause il y a quelques semaines. En effet, les pollutions liées à nombre de pesticides sont des risques avérés pour la santé des travailleuses et travailleurs de l'agriculture, des populations humaines environnantes ainsi que pour la qualité des captages d'eau potable et la biodiversité, dont l'effondrement est confirmé. Diverses expertises scientifiques collectives issues d'organismes publics (notamment INRAE, INSERM et IFREMER)¹²³, ayant analysé plus de 11 000 publications, convergent vers la nécessité et la possibilité de diminuer concrètement l'utilisation des produits phytosanitaires en agriculture.

À cet égard, le remplacement d'un indicateur utilisé au plan national depuis de nombreuses années et qui évalue les changements de pratiques, le NoDU, par un indicateur européen, le HRI, qui présente des déficiences pointées par de nombreux scientifiques est préoccupant. En l'état, le HRI ne reflète ni l'usage de produits ni les risques engendrés par l'utilisation des produits et son utilisation comme indicateur de baisse d'utilisation des produits phytosanitaires est donc contestable, même si le NoDU a aussi des inconvénients (complexité du calcul et de compréhension, non prise en compte de la dangerosité des produits)⁴⁵⁶.

Le conseil scientifique entend l'intérêt d'avoir un indicateur commun au niveau européen et suggère qu'une commission scientifique européenne soit formée pour proposer un indicateur européen commun qui reflète effectivement les ambitions nationales et européennes de réduction d'utilisation des produits phytopharmaceutiques. La France pourra mobiliser INRAE et le CST du plan Écophyto dans ce cadre, CST qui a déjà fait des recommandations d'évolution et d'amélioration du NoDU.

Dans l'intervalle, le conseil scientifique demande que le NoDU continue d'être calculé officiellement pour mettre en perspective d'éventuelles variations du HRI dans les années à venir.

Le CS salue l'engagement d'INRAE et de ses partenaires (organismes de recherche, universités, écoles, instituts techniques) dans la recherche pour des systèmes agricoles alternatifs et des solutions

¹ <https://www.inrae.fr/actualites/impacts-produits-phytopharmaceutiques-biodiversite-services-ecosystemiques-resultats-lexpertise-scientifique-collective-inrae-ifremer>

² <https://www.inrae.fr/actualites/expertise-scientifique-collective-diversite-vegetale-solution-agroecologique-protection-cultures>

³ <https://presse.inserm.fr/publication-de-lexpertise-collective-inserm-pesticides-et-effets-sur-la-sante-nouvelles-donnees/43303/>

⁴ Bub et al. 2023, Trends of Total Applied Pesticide Toxicity in German Agriculture Environ. Sci. Technol. 2023, *57*, 1, 852-861

⁵ Barbu et al. 2024. Plan Ecophyto : tout comprendre aux annonces du gouvernement, *The Conversation*, 21 février 2024

⁶ UBA 2023, [German Environment Agency May 2023](#) Adjustments to the HRI1 methodology (annex I, SUR draft regulation) as proposed by UBA.



techniques, économiques et sociales à tous les niveaux permettant de réduire drastiquement l'utilisation des produits phytosanitaires en agriculture.

Adoptée le vendredi 12 avril

: : : :

<i>Ne prenant pas part au vote</i>	<i>Abstentions</i>	<i>Voix pour</i>	<i>Voix contre</i>
5	1	15	3